



19 MARS : RENDONS NOS REVENDICATIONS IRRÉSISTIBLES !

Le 29 janvier dernier, des millions de salariés ont fait entendre leur refus de payer une crise qui n'est pas la leur et ont exigé que soient prises en compte leurs revendications. Le président de la République, pour tenter de désamorcer le mécontentement légitime et profond du monde du travail, s'active... mais ses « réponses » ont en commun de ne répondre en rien aux attentes sociales et de créer les conditions de la poursuite d'une politique toute dévouée aux plus riches et aux exigences du MEDEF.

La première réponse, c'est le prétendu sommet social que Sarkozy a du concéder à la mobilisation. Il a accouché d'une souris misérable au regard des enjeux, assortie de mesures dangereuses. Le résultat est clair : une nouvelle fois, peu de concret pour les salariés, mais des milliards pour les patrons (suppression de la taxe professionnelle).

Les médias se sont complaisamment chargés d'en exagérer la portée. Voilà pour rassurer le bon peuple !

(A signaler que cette initiative fut aussi l'occasion pour Nicolas Sarkozy de mettre une nouvelle fois à l'index la Fonction publique et ses personnels, et de confirmer des milliers de suppressions d'emplois).

Les autres réponses se font tout azimut. Le président de la République est partout, parle sur tout. Résultat : c'est la casse pour tous. Le but est d'ancrer l'idée que rien ne l'arrêtera dans sa volonté de convertir la société française au libéralisme le plus débridé. Le ministre Woerth est bien dans cette démarche. Lors du récent « *sommet social Fonction publique* », il a dit « non » à toutes les revendications : rien sur les salaires, rien sur l'arrêt des suppressions d'emplois, rien non plus sur l'exigence de retrait des projets de lois « *mobilité et parcours professionnel* » ni sur « *Hôpital, Patients, Santé, Territoire* » ! Dans l'objectif d'asseoir le fatalisme et faire rentrer les salariés dans leurs coquilles!

Mais quelque chose change en profondeur dans ce pays. L'agitation frénétique et la médiatisation permanente du Président de la République ont de moins en moins de prise sur cette réalité. Les salariés du privé comme du public mesurent de plus en plus dans leur quotidien la distance entre les discours et les actes. Mais ils constatent aussi et surtout le lien entre l'aggravation de leurs conditions de vie

et de travail et la politique développée par Sarkozy et son gouvernement.

Devant ce grand raid de la casse sociale, l'essentiel réside dans la poursuite, la construction déterminée, l'amplification d'un mouvement social unitaire. Quelles que soient ses formes, il doit s'affirmer, par sa puissance, irrésistible dans l'exigence de justice sociale et de satisfaction des revendications..

Chaque salarié, précaire, privé d'emploi, retraité doit y trouver et y prendre sa place. Cela demande que les syndicats, dans l'unité la plus large, favorisent les rencontres et les échanges entre tous les salariés, dans l'entreprise, le Service public ou la localité, pour débattre des revendications et pour permettre l'engagement du plus grand nombre.

C'est ce mouvement là, interprofessionnel et unitaire, qui peut changer la donne.

C'est ce qu'ont noté ensemble les organisations syndicales de la DGFIP, en soulignant dans un communiqué commun que « *l'unité syndicale interprofessionnelle est un élément positif pour réussir les mobilisations dans la durée et obtenir satisfaction.* »

Les jours qui ont suivi le vaste mouvement de grève et de manifestation du 29 janvier ont vu se multiplier toute une série d'initiatives d'actions. C'est aussi le cas à la DGFIP.

Sans occulter aucune d'entre elles, il suffit de voir l'accueil réservé au ministre Woerth lors de ses récents déplacements dans l'Indre ou en Loire-Atlantique pour mesurer la profondeur du mécontentement des agents et la clarté de leurs exigences.

Dans cette situation, les revendications des organisations syndicales interprofessionnelles s'avèrent en phase avec les aspirations des salariés quand elles se fixent comme finalité de :

- ✓ défendre l'emploi privé et public,
- ✓ lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales,
- ✓ exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,
- ✓ défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité.

Et dans son prolongement celle des syndicats de la DGFIP précise ces attentes fortes et très largement partagées par les agents :

- ▶ Arrêt de la politique de suppressions d'emplois,
- ▶ Augmentation significative de la valeur du point d'indice et réévaluation de la grille indiciaire,
- ▶ Retrait des projets porteurs de reculs pour la population et les fonctionnaires,
- ▶ Préservation et amélioration des garanties collectives

**Le 19 mars, ensemble,
par la grève et les manifestations,
renforçons l'action pour nos revendications !**

Forts du succès de la journée du 29 janvier 2009, le SNADGI-CGT et le SNT-CGT appellent tous les personnels à se mobiliser et à faire de la journée du 19 mars 2009, une journée d'action de grève et de manifestation inédite à la DGFIP.

Partout, dans l'unité,

- **réunissons-nous en assemblées générales,**
- **débattons de l'action et des revendications,**
- **décidons d'initiatives revendicatives locales...**

**...et TOUS EN GREVE
LE 19 MARS !**

Montreuil, le 9 mars 2009.